

FICHE DE SYNTHÈSE D'UN DÉBAT PARTICIPATIF

Thème	Environnement et Co-développement		
Synthétiseur(s)	Stéphane VERDIER		
Section(s) - Comité(s)	Section du Parti Socialiste de Saint-Céré		
Débat(s)	<u>Date</u> : 26 janvier 2007 – 20h30 <u>Lieu</u> : Salle polyvalente de Saint Céré <u>Nombre de participants</u> : 65 <u>Animateur</u> : Bruno LUCAS <u>Personnalité</u> : Jean LAUNAY (Député du Lot)		
Date d'ouverture	26 janvier 2007	Date de la version	28 janvier 2007
Version	Version n°1-2		

1. Constats partagés au cours du débat

Grandes Tendances	Pépites et Témoignages
<p><u>A – Environnement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Prix élevés des matériels d'économie d'énergie ne permettant pas le développement de ce secteur économique, et subis par les consommateurs - Une fiscalité peu incitative - Absence d'une information claire auprès de l'ensemble des citoyens. La connaissance des crédits d'impôts se fait plutôt de bouche à oreille. - Constat d'une absence de volonté gouvernementale forte et précise, qui ne se caractérise que par des incitations ponctuelles au niveau du particuliers, et sans lisibilité d'ensemble <p><u>B – Co-développement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La relation Est/Ouest ayant été résolu (?), le dialogue Nord / Sud doit se traduire par une véritable volonté politique – et ce à l'échelle européenne . - Nécessité d'écouter les pays et de stopper toute formes d'impérialisme d'Etat et de nombreuses multinationales. - Le terme de co-développement n'est pas suffisamment expliqué c'est donc un terme difficile à faire entrer dans l'esprit des citoyens - Le développement des pays en voie de développement doit être initié par ces pays eux-mêmes, à nous d'aider ces projets. 	<p><u>A – Environnement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Achat de panneaux solaires. Les remises proposées aux consommateurs ne bénéficient en général qu'à l'entreprise. - Sur la déclaration d'impôt l'achat de poêle à bois à double combustion se fait en n+1. De fait, le crédit d'impôt est perçu en n+2. - Pour l'achat de panneaux solaires, le crédit d'impôt porte uniquement sur le matériel acheté et non sur la main d'œuvre d'installation. Suivant les moyens financiers d'une famille, les travaux se font en plusieurs tranches. - Problème de commerciaux peu scrupuleux, et de l'information qui peut être apportée aux citoyens - Les panneaux photovoltaïques ne sont pas recyclables. Donc quel intérêt ? <p><u>B – Co-développement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Témoignages de personnes impliquées dans des associations locales (ONG) oeuvrant au développement des Pays en voie de Développement sur la base d'une coopération technique, et solidaire ayant comme objectif les facteurs de Paix.
Poursuivre la réflexion	
Améliorer les réseaux d'information sur les solutions techniques et les mesures d'incitation existantes à développer en une véritable politique d'économie et de promotion.	

L'état doit être davantage leader en la matière et indépendant des logiques des groupes industriels

2. Causes de la situation actuelle

Grandes Explications	Pépites et Témoignages
<p><u>A – Environnement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'une véritable politique nationale de contrôle des prix des matériels d'économie d'énergie, mais plutôt une politique au coup par coup, du saupoudrage. - Une formation scolaire ou universitaire insuffisante et inadaptée - En matière industrielle, problème de l'influence des industriels de la chimie sur les cultures OGM - Problème du lobbying des entreprises de transport routier <p><u>B – Co-développement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le développement de ces pays passe également par la souveraineté alimentaire. - Le problème de la fuite des cerveaux : problème lié à l'organisation de la société de ces pays (non paiement des salaires, ...) - Il est nécessaire de maîtriser les circuits financiers de l'aide au développement et d'agir en toute transparence. 	<p><u>A – Environnement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les primes accordées par les collectivités (région) ne bénéficient guère aux consommateurs - Le citoyen a le sentiment de participer aux efforts demandés en matière environnementale, alors que dans le même temps, ni l'Etat, ni les grandes entreprises ne respectent ce principe. - Exemple donné par un architecte : collusion des services de l'Etat (CSTB) et des grandes entreprises pétro-chimiques pour ne pas favoriser les solutions alternatives en matière d'isolation, de bio-climatisme, de sobriété énergétique. <p><u>B – Co-développement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Exemple vécu d'un jeune entrepreneur africain, intellectuellement bien formé et qui a dû faire face aux exigences de multinationales (emploi de cadres étrangers, niveaux de salaires, etc.) pour le développement d'une activité locale de production agro-alimentaire, en échange de matériel adapté et de débouchés commerciaux.
Poursuivre la réflexion	
<ul style="list-style-type: none"> - L'Etat a-t-il le pouvoir suffisant pour aller à l'encontre des puissances financières ? - Nécessité de clarification sur les solutions alternatives, certaines semblant contradictoires avec les buts recherchés (bio-carburants entraînant un regain de pollution par l'agriculture productiviste – solutions faussement économes, etc.) par manque d'évaluation et de recherche d'Etat, indépendante des lobbies. 	

3. Propositions

Grandes Idées	Pépites et Témoignages
<p><u>A – Environnement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Politique nationale de maîtrise des prix proposés sur le matériel d'économie d'énergie - Mettre en place une véritable information en matière écologique et d'économie d'énergie, maîtrisée par l'Etat - Une fiscalité permettant le bénéfice du crédit d'impôt dès l'acquisition du matériel d'économie d'énergie - Référendum citoyen sur le devenir du nucléaire, sur l'EPR - Avoir une autre politique de l'habitat, en prenant exemple sur ce qui se fait à l'étranger. Toute 	<p><u>A – Environnement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ne pas produire des matériels dont on ne peut maîtriser complètement le recyclage <p>- Pour l'habitat, au-delà de l'installation d'énergies renouvelables et peu chères, ce qui est important</p>

<p>politique écologique en matière d'habitat doit être maîtrisée financièrement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au sein des entreprises, mettre en place, une véritable formation professionnelle sur l'économie d'énergie et l'écologie à destination des salariés - En matière scolaire, développer une information claire et adaptée sur les possibilités de formation, et mettre en avant les métiers de la recherche - Le développement des bio-carburants peut être une réponse locale, adaptée aux territoires. - La forêt : avoir une politique nationale d'entretien et de développement pour une véritable gestion durable - Nécessité d'une étroite collaboration entre les ministres de l'écologie, de l'industrie, de la recherche... - Dans chaque commune et communauté de communes, créer un délégué au développement durable. Transposition au niveau local d'un Vice-Premier ministre chargé du développement durable <p><u>B – Co-développement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le développement des pays en voie de développement doit être initié par ces pays eux-mêmes, à nous d'aider ces projets. - Prendre en considération l'exode économique comme un facteur d'immigration subi de part et d'autre, source de tensions (racisme) et de menaces de la Paix 	<p>c'est d'adopter une consommation différente en matière d'énergie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au sein des entreprises, faire que les salariés puissent intervenir en matière environnementale au sein des collèges de salariés - Pour les voyages scolaires, inciter à utiliser le train plutôt que le car pour les déplacements moyens et longs - Avant le développement de ces bio-carburants, développer une véritable politique de co-voiturage, de transports en communs (SNCF, ...) - Exemple des chaudières à l'huile de colza, pouvant inciter les agriculteurs à diversifier leur activité <p><u>B – Co-développement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le partenariat avec les pays non développés doit se faire à l'échelle européenne
Poursuivre la réflexion	
<ul style="list-style-type: none"> - L'Etat doit veiller à ce que les pollueurs soient les payeurs, mais reste le problème que lorsque le pollueur a payé, son acte de pollution demeure. Quelles mesures de précautions ? - En matière d'habitat, organiser la capacité des artisans et entreprises à répondre à une demande croissante - Quelles mesures concrètes pour développer le ferroutage ? - Annulation de la dette : comment accompagner sans provoquer de dettes nouvelles ? 	

4. Organiser la suite du débat, localement

- Le débat a mis en évidence une grande attente des citoyens d'une véritable politique environnementale intégrant les aspects sociaux y compris dans la dimension internationale (Europe et co-développement).
- Il est possible d'envisager une participation éco-citoyenne à la mise en œuvre locale d'une telle volonté.
- Dans la perspective des échéances locales, ces thèmes devraient être à nouveau débattus et faire l'objet d'une mise en œuvre à laquelle les citoyens seront largement associés.